

POUR ACCOMPAGNER LES ALGÉRIENS CLIENTS DU TOURISME TUNISIEN

Mimoune promet des camps de toile

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat a indiqué, jeudi, que l'ouverture de camps de toile sera encouragée pour prendre en charge les touristes algériens qui se rendent habituellement en Tunisie.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Chaque année, près de 1,5 million d'Algériens se rendent en Tunisie durant la saison estivale.

Mais la situation politique qui prévaut actuellement dans ce pays pourrait dissuader bon nombre de nos compatriotes à passer la frontière.

Aujourd'hui, la question est de savoir où les Algériens iront passer leurs vacances ? Cette question semble être prise très au sérieux par le ministère du Tourisme qui a initié une plan de réflexion.

«Nous sommes actuellement en concertation avec tous les acteurs concernés pour dégager les capacités

d'hébergement disponibles dans d'autres secteurs. Nous avons installé, à l'issue des rencontres régionales, une commission nationale chargée de préparer la prochaine saison estivale et prendre en charge toutes les préoccupations», a précisé, jeudi, le ministre du Tourisme en marge d'une séance plénière consacrée aux questions orales.

Selon Smaïl Mimoune, le problème réside dans les capacités d'hébergement qu'offre le marché algérien.

«C'est une réalité, nos capacités d'hébergement sont insuffisantes. En fait, le tourisme ce n'est pas se

rendre dans des hôtels de 4 et 5 étoiles. Donc pour étoffer notre offre, nous allons encourager l'installation de camps de toile.»

Le ministre estime que le camping est une solution qui répond aux exigences des touristes algériens, notamment sur le plan «financier».

«C'est une solution durable sur le plan financier et qui est en conformité avec le choix des estivants», a indiqué Mimoune.

Sur un autre plan, le ministre a affirmé que l'Algérie n'avait aucune intention de profiter de

la situation en Tunisie et en Égypte pour développer le secteur du tourisme.

«Le gouvernement a adopté un schéma directeur qui s'étend jusqu'en 2030. Notre objectif est d'appliquer ce schéma, quelle que soit la situation dans d'autres pays. Nous devons, cependant, être dans une logique de concurrence. L'Algérie dispose de grandes potentialités. Il y a énormément de choses à faire. Mais cela ne se réalisera pas du jour au lendemain.»

T. H.



Smaïl Mimoune, ministre du Tourisme et de l'Artisanat.

Photo : Samir Sid

ASSURANCE À L'EXPORTATION

La Cagex présente deux nouveaux produits

La Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (CAGEX) a organisé, ce jeudi à l'hôtel Eden Air Port Oran, une journée d'information, destinée à des exportateurs autour du thème principal «L'apport de l'assurance-crédit pour le développement du commerce national et international».

En présence du P-dg de la CAGEX, de représentants de l'Association nationale des exportateurs algériens (ANEXAL), du directeur de la CCIO et de la DCP d'Oran, un tour d'horizon sur les politiques à mener pour appuyer et aider les exportations algériennes hors hydrocarbures a été fait par les différents intervenants.

Ainsi, M. Akli Saim, directeur commercial de la CAGEX, fera une présentation de la Compagnie d'assurance, notamment la gamme de produits permettant aux opérateurs économiques algériens de se prémunir contre les risques liés à l'exportation. Outre ces produits d'assurances relatifs à la police individuelle, la police globale, foires et expositions, la CAGEX s'apprête à lancer en 2011 deux

nouveaux produits qui seront appelés à prendre en compte les risques liés à la situation politique ou financière de certains pays et qui, à terme, peuvent présenter un danger pour l'exportateur. Il s'agit de l'assurance de lettre de crédit documentaire et l'assurance de crédit investissement. La CAGEX devrait prochainement mettre en œuvre ces deux nouvelles assurances.

L'orateur évoquera encore un autre moyen d'appui à l'exportation qui est peu connu des opérateurs économiques : il s'agit du crédit bancaire sollicité avec la garantie de la CAGEX.

En dépit de cela, l'Algérie reste le pays où les exportations hors hydrocarbures restent insignifiantes, comme l'a souligné le représentant de l'ANEXAL qui

annonce que les exportations hors hydrocarbures ne représentent que 3% du total des exportations. Dans ces 3%, l'orateur inclut la Sonatrach et Fertil qui exportent des dérivés d'hydrocarbures et, ensuite, Cevital premier exportateur privé grâce au sucre. Nous apprenons encore que les exportations hors hydrocarbures sont réalisées à 70% par seulement 10 sociétés ; le restant, soit 30%, est le résultat de quelque 400 entreprises PME/PMI.

Tout en dénonçant l'absence d'une vraie volonté politique pour appuyer et développer les exportations hors hydrocarbures, l'ANEXAL met en relief l'exemple tunisien, ce qui provoquera l'ire des participants au vue de la situation de ce pays dévoilée depuis la révolution tunisienne.

Afin de mieux appuyer ces propos, l'intervenant donnera des exemples sur le niveau faible de certaines de nos exportations : «Dans le domaine des produits agricoles, l'Algérie n'est que

le 7^e exportateur mondial de dattes avec 22 millions de dollars, les truffes ne représentent que 10 millions de dollars et la tomate 300 millions de dollars.» Autre information, l'exportation de la crevette qui était de 12 millions de dollars n'est plus que de 2 millions de dollars. Le phénomène de la vente au noir en pleine mer des produits de la mer a été aussi souligné par des présents dans la salle comme l'une de ces explications.

Dans le secteur de la pêche, un fait tout aussi incroyable a été évoqué, la vente sur les marchés algériens depuis peu de sardines préparées et congelées d'Espagne et du Maroc moins chères alors que la sardine fraîche qui se vend jusqu'à 500 DA le kg reste introuvable. Pour les participants à cette journée d'information, une politique claire de la part des autorités tenant compte des capacités exportatrices du pays a été souhaitée par tous les intervenants.

Fayçal M.

AÏN-DEFLA

Le départ du directeur du logement et des équipements publics (Dlep) revendiqué par les employés en grève

Quelque 106 employés de la Direction de la Dlep, y compris ceux des 12 subdivisions que compte ce secteur, ont signé une pétition (dont une copie nous a été transmise) dans laquelle ils demandent le départ du directeur. Une copie a été transmise au ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme ainsi qu'aux autorités locales.

Cette revendication est venue se greffer aux autres revendications socio-professionnelles formulées par tous les travailleurs de ce secteur à l'échelle

nationale. Moutl griefs sont retenus à l'encontre du directeur du secteur, tels que la non-affectation de cadres dans les postes vacants, au nombre de 4, le non-remplacement de chefs de subdivisions au niveau de certaines daïras, des mutations et des fins de mission arbitraires de certains cadres, le gel des commissions paritaires bloquant la régularisation de la situation administrative de fonctionnaires, des pressions exercées sur les commissions d'ouverture de plis pour l'attribution des projets à réaliser avec refus de renouveler ces commissions malgré les directives du wali, la privation des responsables de division de disposer de véhicules de

service qui restent bloqués au niveau du parc. Tout comme il lui est reproché de s'accaparer, pour ses besoins personnels uniquement, de tous les moyens dont dispose la direction.

A cela, peut-on lire aussi dans la pétition s'ajoutent des atteintes à la dignité des employés depuis le chef de service jusqu'à l'appareilleur, la marginalisation des compétences techniques par l'absence de toute promotion à laquelle ils ont droit, des menaces de licenciement formulées contre les agents contractuels qui refusent d'entreprendre des missions non conformes au service.

Karim O.

DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

L'engagement des gouvernements africains

Les ministres de l'Industrie de 36 pays africains se sont engagés à œuvrer ensemble pour l'industrialisation accélérée du continent noir. Réunis mercredi et jeudi derniers au Palais des nations (Club-des-Pins), à l'occasion de la 19^e Conférence africaine des ministres de l'Industrie (Cami), les responsables de l'industrie africaine ont adopté une déclaration finale dite Déclaration d'Alger.

Celles-ci formule l'engagement ferme des gouvernements africains à mettre en œuvre, de manière efficace et active, le Plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique (Aida).

Finalité de ce plan, développer la transformation des matières premières en produits finis ou semi-finis exportables, consolider la synergie entre les secteurs industriels, générer davantage de valeur ajoutée et de transfert de technologie. Mais aussi consolider la capacité africaine de bien négocier les contrats miniers avec les gouvernements africains, développer une industrie pharmaceutique ainsi que l'agroalimentaire.

En notant que la problématique du financement, la création d'un fonds d'investissements, les modalités de suivi et d'évaluation ont été discutées lors de cette 19^e Cami, marquée par la participation de plus de 300 délégués et par la disponibilité des institutions financières régionales et internationales ainsi que par l'Union européenne.

Des engagements que l'Algérie s'engage à appliquer et respecter, selon le ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'Investissement, Mohamed Benmeradi, qui préside le bureau de la 19^e Cami.

La 20^e Cami se tiendra au Kenya à une date non encore déterminée.

C. B.

FABRICATION DE TRACTEURS

Vers un partenariat algéro-allemand

Un partenariat algéro-allemand pour la fabrication de tracteurs est en cours de finalisation, selon le ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement.

En marge de la 19^e Cami, Mohamed Benmeradi a indiqué que ce projet complète le partenariat conclu pour la fabrication de moteurs et camions.

C. B.